



Pour l'urgence sociale, le 5 février 2019 24 h de grève pour imposer nos revendications !

Depuis de nombreuses années, les politiques menées au service des plus riches par les gouvernements successifs génèrent de fortes injustices sociales, territoriales et fiscales. La CGT, la FSU et Solidaires n'ont cessé d'alerter les pouvoirs publics, de mobiliser dans les entreprises et les services contre des réformes régressives et pour une autre répartition des richesses produites dans le pays.

Gouvernement et patronat sont restés sourds et sont responsables de la crise actuelle. Ce ne sont pas les 10,3 milliards annoncés par le gouvernement en réponse au mouvement des gilets jaunes qui répondent aux urgences sociales.

Pourtant, de l'argent et des moyens, il y en a :

- 57 milliards d'euros versés aux actionnaires des grandes entreprises démontrent l'ampleur des richesses créées par les travailleurs.
- 40 milliards de CICE donnés aux entreprises sans aucune contrepartie ni aucun effet sur l'emploi, les salaires ou l'investissement productif.
- 80 milliards d'évasion fiscale chaque année.

**Ces 180 milliards,
Ce sont les nôtres et il convient de les récupérer pour
construire une société plus juste et plus solidaire !**

Il est indispensable de construire un rapport de force, notamment par la grève, pour imposer au patronat la redistribution des richesses. L'Histoire Sociale de notre pays nous le démontre, il n'y a pas d'avancée sociale majeure sans un grand mouvement social avec des actions grévistes dans les entreprises et les Services Publics !

**L'intersyndicale CGT, Solidaires et FSU appellent tous les salariés du département à se rassembler à 10h30
Devant le MEDEF à PLOUFRAGAN
(Rue Irène Joliot Curie)**

Exigeons :

- Une augmentation du Smic, du point d'indice, de tous les salaires et pensions ainsi que des minimas sociaux ;
- La sauvegarde des régimes de retraites par répartition ;
- Une réforme de la fiscalité : une refonte de l'impôt sur le revenu lui conférant une plus grande progressivité afin d'assurer une plus grande redistribution des richesses et d'alléger le poids de l'impôt indirect (TVA, TICPE) pénalisant les salariés et les ménages, le paiement des impôts en France de grandes sociétés (ex. : GAFÀ), une imposition plus forte des plus hauts revenus et de la détention de capital ;
- La suppression des aides publiques aux entreprises (CICE, et exonérations diverses, etc.) qui ne servent ni l'emploi, ni la revalorisation des salaires, ni l'investissement de l'appareil productif et mettent à mal notre protection sociale ;
- Le développement des Services publics, partout sur le territoire, en réponse aux besoins de la population, avec des moyens suffisants en personnels sous statut, pour un bon exercice de leurs missions. Cela doit se traduire par l'arrêt des fermetures programmées de services publics ;
- Le respect des libertés publiques tel que le droit de manifester remis en cause par le gouvernement et l'arrêt des violences policières sur les manifestants.

